

Au moment d'apporter les dernières corrections à ce texte, la Turquie s'embrasait au prétexte de quelques dizaines d'arbres qu'un projet immobilier du gouvernement prétendait faire disparaître. À peine la répression s'abattait-elle sur le parc Gesi, que c'était au tour du Brésil d'entrer dans la danse au motif, cette fois, d'une minime augmentation du ticket de bus. Des centaines de milliers de manifestants prenaient la rue, envahissaient même Brasilia, attaquaient un parlement au cocktail molotov, saccageaient les banques, mettaient la police en déroute, et l'imbécile règne du football.

Cela fait au moins trois ans que de telles explosions ne cessent d'interrompre avec fracas la petite musique de la fin de l'Histoire et de faire mentir tous les éditorialistes. Ne célébraient-on pas sur les ondes françaises, une semaine avant le début de la révolte brésilienne, tout le profit que l'ensemble du peuple était en train de tirer de l'organisation du Mondial ?

Nous vivons un basculement historique. Ce qui s'effondre si visiblement rend par là même sa critique redondante. Ce qui naît sous nos yeux n'a pas encore de forme, pourrait aussi bien engendrer des monstres

Premières mesures révolutionnaires

et défie donc toute velléité de le décrire. Dans une telle époque, tout commentaire se trouve ramené au rang de bavardage. On ne peut parler que de son sein, depuis cette brèche d'où l'on entend craquer les fondations mêmes d'un ordre du monde finissant et bruisser les voix nouvelles.

Ce texte se propose humblement de rouvrir la question révolutionnaire. Il ne s'agit pas de pérorer sur la catastrophe du présent ni de démontrer « scientifiquement » l'inévitable effondrement du capitalisme. Nous ne tenons pas à spéculer sur l'imminence ou pas de l'insurrection. Elle est notre point de départ. Nous partons de ce qu'elle ouvre et non de ce qu'elle vient clore.

La dernière onde révolutionnaire, celle des années 1960 et 1970, avait ses certitudes et ses illusions, son langage et ses programmes. En mai 1968, les franges les plus déterminées du mouvement avaient une idée bien définie de ce que signifiait pratiquement « l'émancipation du peuple » : l'autogestion des usines, les conseils ouvriers, la dictature du prolétariat, le progrès technique et tout ce qu'il devait permettre de libérer de temps et d'énergies. Une bonne part de ces thèmes a été métabolisée par la réaction néolibérale des années 1980 et 1990. Il nous faut trouver de nouveaux points d'appui.

Nous ne proposons aucun programme, sauf peut-être celui de mettre les mains dans le cambouis

Au moment d'apporter les dernières corrections...

et de nous pencher sur cette drôle de mécanique qu'est la révolution. Quels moyens mettre en œuvre afin de devenir ingouvernables et, surtout, de le rester ? Comment faire en sorte qu'au lendemain de l'insurrection la situation ne se referme pas, que la liberté retrouvée s'étende au lieu de régresser fatalement – en d'autres termes, quels moyens sont adéquats à nos fins ?

Derrière cette ambition, certains verront de la nostalgie sénile ou l'exaltation stupide de la jeunesse, au choix. Qu'ils se rassurent comme ils le peuvent. Nous sommes sûrs d'être, à l'heure présente, et de loin, les plus réalistes.



I.

On a raison de se révolter



*Et c'est une folie à nulle autre seconde
De vouloir se mêler de corriger le monde.*

Molière, *Le Misanthrope*, acte I, scène 1

Tout autour de la planète, les peuples subissent des gouvernements variés que l'on peut ranger en trois grands ensembles. Dans le premier, c'est un groupe souvent qualifié de parti qui tient en main tout le pouvoir, les élections sont truquées, les médias sont muselés et les opposants sont en prison ou disparaissent sans traces. Cet ensemble comprend nombre d'anciens ou actuels pays « communistes » et d'autres qui sont issus de la colonisation dont ils perpétuent la brutalité sous un uniforme différent. Dans le second type de gouvernement, le pouvoir est instable, menacé à coups de pierres ou de fusils, comme aujourd'hui en Syrie ou en République démocratique du Congo. Le troisième ensemble regroupe ce qu'on appelle communément les « démocraties » : des élections s'y tiennent à dates fixes, les

Premières mesures révolutionnaires

parlements votent des lois et les gouvernements *gèrent* les affaires publiques. Parmi ces pays, les plus riches envoient périodiquement leurs dirigeants discuter de l'avenir du monde dans des lieux protégés par des policiers en grand nombre. Les autres reçoivent des éloges quand ils montrent leur bonne assimilation des valeurs « démocratiques » tout en acceptant le pillage de leurs ressources et la clochardisation de leur population.

Entre ces ensembles, les frontières ne sont pas toujours bien tracées : certains pays importants – l'Algérie, l'Iran, la Russie – ont à la fois des traits du premier et du troisième, et il arrive que des pays passent soudain de l'un à l'autre, comme récemment l'Égypte de Moubarak, du premier au second. Et les pays de la « révolution bolivarienne », le Venezuela, l'Équateur, la Bolivie, forment comme un groupe à eux seuls, où certains veulent placer leur espoir.

Autour du mot démocratie, il s'est institué avec le temps une zone de déférence obligée. La démocratie est un système de gouvernement né au cœur de l'Occident civilisé, lequel aide le reste du monde à y accéder par des moyens variés. Affirmer leur souci de démocratie est une obligation commune à tous les dirigeants, des socio-démocrates les plus ramollis jusqu'aux pires despotes. La démocratie est indiscutable car elle est le régime de la liberté et, par un glissement insidieux, celui du libéralisme, du libre-échange, de la libre concurrence,

et du néolibéralisme. Depuis la fin des « démocraties populaires » de funeste mémoire, la démocratie est inséparable du capitalisme sous ses divers noms d'emprunt et dans ce qui suit nous parlerons donc de *capitalisme démocratique*.

Il s'est imposé aujourd'hui comme la forme ultime et définitive de la vie en société, et ce non seulement comme idéologie de la classe dominante, mais jusque dans l'imaginaire populaire. Or, sa légitimité repose sur un trépied dont les montants sont tous trois vermoulus ou largement fissurés. Le premier est l'élévation constante du niveau de vie devant aboutir à la formation d'une classe moyenne universelle. Il s'est forgé avec le fordisme (augmentation des salaires avec la productivité pour que les travailleurs puissent acheter davantage et faire tourner l'industrie) et les formes diverses prises par la social-démocratie depuis le New Deal, le Front populaire et le travaillisme anglais d'après-guerre. Aujourd'hui, ce pilier-là n'existe plus que dans l'imaginaire, c'est-à-dire dans les prévisions des ministres des Finances et des organismes internationaux, toujours démenties et revues à la baisse malgré le trucage des chiffres.

Le deuxième pilier est la paix, que le capitalisme démocratique est censé faire régner sur la planète après « les horreurs de la première moitié du xx^e siècle ». Or il n'est pas nécessaire d'être grand géopolitologue pour voir partout s'étendre les

Premières mesures révolutionnaires

guerres. Guerres civiles d'intensité variable selon les lieux et les moments – sourdes en Europe, féroces au Moyen-Orient –, terribles guerres africaines sur fond de minerais, de diamants et de famines, guérillas oubliées de Birmanie et des Philippines, guerres sans fin en Afghanistan, en Somalie, en Palestine. Tribales, ethniques, religieuses, toutes ces guerres ? Derrière chacune d'elles, c'est le capitalisme démocratique qui, sous ses différents masques, défend ses intérêts miniers, agricoles, pétroliers ou stratégiques. Dans son rôle de grand pacificateur, de Léviathan mondial, le capitalisme démocratique n'a plus rien de crédible.

Le plus corrodé des trois piliers est la « légitimité démocratique » fondée sur le suffrage universel. Après tout, le peuple est dirigé par des gens qu'il a élus et s'il n'est pas content, il n'a qu'à en choisir d'autres la prochaine fois. François Arago, vieux républicain, avançait déjà cet argument tandis qu'il conduisait la canonnade des barricades au Quartier latin en juin 1848 : le suffrage universel a parlé, le peuple n'a pas à prendre les armes contre ceux qu'il a lui-même choisis.

Mais malgré l'étymologie, malgré les articles constitutionnels affirmant la souveraineté du peuple, nulle part le pouvoir n'appartient au *démos*. C'est depuis longtemps une évidence, mais il y a du nouveau : aujourd'hui le pouvoir n'appartient pas non plus à la caste de politiciens qui se partagent

traditionnellement les places ministérielles et administratives au rythme des échéances électorales. Cette politique-là n'est plus qu'une forme vide. Depuis « la crise », ce qui était sous-jacent, masqué, inavouable, apparaît au grand jour : l'économie est immédiatement politique, le pouvoir n'est autre, comme on le dit pudiquement, que celui des « marchés », lesquels ont leurs craintes, leurs lubies, leurs exigences exprimées sur les manchettes des journaux et commentées par des experts de tous bords (l'expert étant, avec le vigile, le personnage emblématique de notre temps). *Marchés* est rassurant – quoi de plus paisible que d'aller au marché? – le mot maintient l'anonymat sur ce qu'il recouvre et masque tout ce par quoi on nous fait participer à notre propre dépossession. On lit souvent que « les marchés s'inquiètent », voire « s'affolent ». La réaction du public serait sans doute moins paisible, moins résignée si l'on parlait clair : ceux qui ne sont pas contents, ce sont les dirigeants des grandes banques, des grandes compagnies d'assurances, et tous les gestionnaires de fonds – fonds de pension qui gèrent l'épargne des retraités, mais aussi fonds spéculatifs (les fameux *hedge funds*), fonds d'investissement (*private equity*) – plus le *shadow banking system* qui, comme son nom l'indique, opère dans l'ombre et la dérégulation la plus totale.

Il peut exister des divergences d'intérêts entre les différentes composantes de cette finance

Premières mesures révolutionnaires

privée, mais elles forment néanmoins une totalité (« les marchés ») car parmi tous ces dirigeants il existe une communauté d'opinion. Formés à la même école de pensée, lisant les mêmes textes, réunis dans les mêmes forums, ils partagent la même vision de ce qui est bon pour le monde et plus particulièrement pour eux-mêmes.

Ce qui caractérise la relation entre la finance privée d'une part, et de l'autre les gouvernements, les banques centrales et la Commission européenne, c'est une osmose totale. Elle est assurée par un double mécanisme : le très officiel lobbying, et le pantouflage. En France, la grande perspective de carrière des inspecteurs des finances est de passer à la tête de banques privées, avec multiplication de leur salaire par dix ou par vingt. C'est ce qui explique entre autres le honteux recul du gouvernement socialiste sur la réforme des banques, promesse électorale de Hollande. Il s'agissait de séparer les activités « d'affaires » des activités de dépôts, c'est-à-dire ne plus mélanger dans les mêmes caisses l'argent des épargnants et les fonds pourris issus de la dérégulation financière. Mais les inspecteurs des finances qui ont préparé le projet ne tenaient pas à mécontenter leurs futurs employeurs. L'argent des dépôts continuera donc à servir de coussin pour amortir les désastres spéculatifs de la finance libéralisée.

Les « marchés » en sont arrivés à prendre directement en main les pays les plus endettés. Pour

que la Grèce reste dans la zone euro, la « troïka » (Union européenne, FMI, BCE) y a instauré son pouvoir de fait qui ne respecte même plus les apparences « démocratiques ». Chypre a récemment subi le même sort, et le Portugal, l'Espagne et l'Italie sont sous la surveillance de cette nouvelle Sainte-Alliance. Si « la crise » révèle quelque chose, c'est moins la cupidité des « marchés » que la sujétion *politique* de tous les États à la logique économique.

En France, on peut dater le début de la désagrégation du pouvoir constitué : c'est le moment où, en 1983, les socialistes ont pris le tournant de « la rigueur », c'est-à-dire quand ils ont décidé que gouverner ne serait plus rien d'autre que s'adapter au cours des choses. Par la suite, c'est encore un socialiste (feu Bérégovoy) qui a organisé en 1986 la déréglementation de la finance. Depuis lors, les pouvoirs successifs n'ont fait que prendre acte de la dégradation des territoires matériels et subjectifs dont ils avaient la charge, en se contentant de créer des ministères dont le nom seul – Redressement productif, Identité nationale, Économie solidaire, Égalité des territoires – semble fait pour conjurer la réalité.

Dire que le système ainsi engendré est cynique, injuste et brutal ne suffit pas. Protester, manifester, pétitionner, c'est admettre implicitement que des aménagements sont possibles *face à la crise*. Or, ce qu'on appelle crise est un outil politique

Premières mesures révolutionnaires

essentiel pour la gestion des populations aussi bien productives que surnuméraires. Le *discours de la crise* est répandu dans tous les pays industrialisés et relayé en permanence par les médias et les appareils d'État. « Lutte contre la crise » et « guerre contre le terrorisme » vont tout naturellement de pair, étant toutes deux fondées sur le même réflexe élémentaire, la peur du chaos.

Après avoir distribué du crédit à bon marché pour faire tenir tranquilles les pauvres, après l'explosion des diverses bulles financières consécutives à l'endettement généralisé, les « marchés » réclament maintenant l'austérité qui, espèrent-ils, leur permettra de récupérer leur mise aux dépens des peuples (processus baptisé « retour à l'équilibre financier »). Les gouvernements adoptent le fameux argument thatchérien TINA (There Is No Alternative) et suivent les directives des « marchés » en utilisant le chantage à la catastrophe pour faire accepter *les sacrifices nécessaires*.

Les peuples, eux, ne sont pas dupes. Les boniments répandus par les économistes ne suscitent que moqueries. Les rencontres au sommet censées l'une après l'autre mettre fin à « la crise » tombent dans une remarquable indifférence. La haine de la bureaucratie bruxelloise est générale, comme le mépris du personnel politique, toutes tendances confondues. « Personnel politique », voilà qui désigne adéquatément la domesticité bavarde proposée à l'intendance nationale, à la

On a raison de se révolter

gestion quotidienne, à la basse besogne de faire accepter aux peuples les décisions prises par les véritables maîtres.

Tout méprisé et haï qu'il est, le capitalisme démocratique n'est pas sérieusement attaqué. On parle de le corriger, de le rendre plus juste, plus vivable, plus moral, ce qui est contraire à son principe de fonctionnement – surtout depuis « la crise » dont le « traitement » repose sur les bas salaires et la précarité organisée. Nulle part il n'est question de lui faire subir le sort qu'ont connu par le passé bien des régimes d'oppression, de lui donner une bonne fois congé, et pour toujours.

On ne peut rien attendre de l'extrême gauche dont la rhétorique est depuis longtemps inaudible, la vitalité éteinte et l'idée du bonheur parfaitement sinistre. Ses militants les plus estimables – ceux qui viendront du bon côté le moment venu – ne croient plus vraiment au trotskisme fossilisé commun à la plupart des organisations et groupuscules. Ils sont là par fidélité, faute de mieux, en attendant. En France, les rodомontades du Parti de gauche éveillent un certain écho, mais ses militants comprendront avant longtemps que coiffer le bonnet phrygien, chanter *La Marseillaise* et traiter de bouffons les révoltés de banlieue ne fait pas plus un programme que Gambetta ne ressemblait à Blanqui.